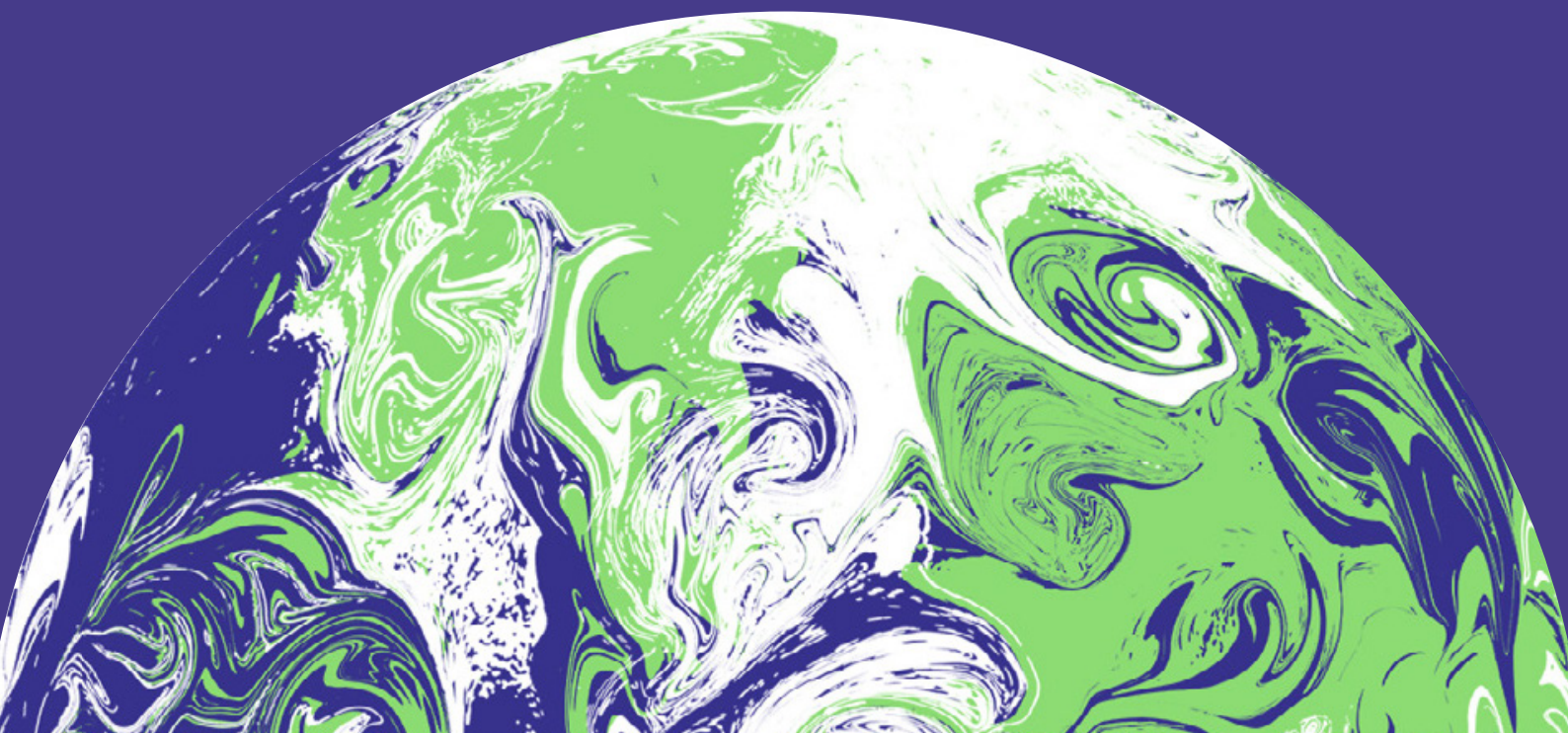


COP26 CATALYST FOR CLIMATE ACTION

Mesures recommandées pour le
renforcement des capacités pour

L'accès au financement



**UN CLIMATE
CHANGE
CONFERENCE
UK 2021**

IN PARTNERSHIP WITH ITALY



Wilton Park

Ces recommandations ont été élaborées par le Groupe d'action catalyseur du renforcement des capacités pour l'accès au financement de la COP26, qui comprend des représentants des organisations et des pays indiqués ci-dessous. Ces institutions approuvent les recommandations au moment de leur publication initiale. Nous invitons d'autres organisations et d'autres pays à approuver les recommandations pendant la COP26 et à la suite de celle-ci.



West Africa Alliance
On Carbon Markets And
Climate Finance



**Uganda Peace
Foundation**

**CISME
Consulting**

Nous remercions les représentants des gouvernements et organisations suivants qui ont participé à l'élaboration de ces recommandations.



**Government
of Sweden**



**Government of
the Cook Islands**



COP26 CATALYST FOR CLIMATE ACTION

Recommandations sur le renforcement des capacités pour l'accès au financement

Le renforcement des capacités pour l'accès au financement doit être envisagé dans le contexte du modèle actuel de financement international de l'action climatique, qui se caractérise par un large éventail de sources et de canaux, avec leurs exigences, leurs critères et leurs processus particuliers. Cette complexité augmente la nécessité de renforcer les capacités dans les pays en développement pour les satisfaire tous. Réduire cette complexité se traduirait par une capacité moindre pour accéder au financement. En outre, la capacité d'accès au financement a souvent été axée sur les pays en développement, tandis que de nombreux obstacles à l'accès au financement sont liés aux modèles de prestation existants des prestataires, ce qui démontre la nécessité du renforcement des capacités du côté des prestataires pour mieux comprendre les besoins de ceux qui recherchent un financement et, par conséquent, la nécessité d'une meilleure conception de modèles de financement qui ne constituent pas des obstacles à l'accès au financement.

Dans ce contexte, le renforcement des capacités d'accès au financement doit relever de nombreux défis, notamment une focalisation sur le niveau individuel, sur des approches à court terme ou universelles, et sur des interventions étroitement ciblées qui se concentrent uniquement sur les administrations centrales. Pour relever ces défis, les solutions proposées doivent promouvoir un renforcement des capacités à long terme, piloté par les pays, intégré, programmatique et continu qui s'appuie sur les processus existants et qui se concentre sur les niveaux institutionnel et systémique. En tant que telles, ces recommandations se sont concentrées sur certains sujets qui ne sont pas spécifiques à l'accès au financement, mais qui doivent être traités, si l'on souhaite une amélioration de l'accès au financement de l'action climatique. Une attention particulière doit être accordée à l'appui à la lutte contre la « fuite des cerveaux » dans les pays en développement, afin de s'assurer que les capacités soient créées et conservées de manière durable.

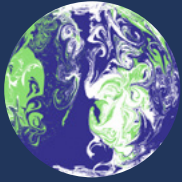


Recommandations pour une mise en œuvre à court terme

- 1. Élaborer des lignes directrices pour soutenir la planification et la mise en œuvre d'initiatives de renforcement des capacités**, pour transformer les principes de renforcement des capacités durable et transformateur en mesures concrètes, de manière non contraignante, et adressées à la fois aux prestataires et aux bénéficiaires des capacités. Cela pourrait s'appuyer sur les travaux du PCCB et de son réseau.
- 2. Améliorer la coordination pour la mise en œuvre de processus transformateurs de renforcement des capacités pour améliorer l'accès au financement de l'action climatique** en renforçant ou, si nécessaire, en établissant des mécanismes de coordination au niveau international (entre les prestataires, et entre les prestataires et les pays bénéficiaires) et au niveau national (l'ensemble de la société, dont la coordination au niveau local), tout en assurant la coordination et l'apprentissage croisé entre ces deux niveaux, par le dialogue et la concertation. Au niveau international, cela pourrait s'appuyer sur les travaux du PCCB et de son réseau
- 3. Créer un mécanisme qui puisse identifier et rapprocher la demande et l'offre de renforcement des capacités**, au niveau international, pour renforcer l'offre des capacités en rapprochant les besoins de ceux qui recherchent un financement pour l'action climatique avec l'offre de capacités existante des prestataires. Cela pourrait s'appuyer sur les plateformes existantes comme le réseau de renforcement des capacités du PCCB, et améliorer celles-ci.
- 4. Favoriser un processus d'intégration de l'action climatique dans les projets, les opérations et les programmes financés par la BMD qui soit adapté aux contextes spécifiques des pays en développement.** Cela peut être réalisé par le moyen du renforcement des capacités et de l'échange du savoir entre les BMD et les agences gouvernementales des pays en développement, leur permettant de partager des outils et des méthodologies, et de les adapter aux contextes locaux.
- 5. Favoriser des initiatives qui soutiennent l'intégration de l'action climatique dans les processus de planification, de budgétisation et de gouvernance** des pays en développement, en créant des environnements propices (au niveau des politiques, des cadres juridiques et des processus institutionnels) et en soutenant la mise en œuvre de nouveaux processus, de nouveaux systèmes, etc., pour l'intégration..
- 6. Organiser un forum pour les bailleurs dans le domaine de l'action climatique et du développement**, pour entamer un dialogue entre les prestataires, au niveau des organes directeurs et des bénéficiaires du financement de l'action climatique. Ce dialogue aborderait la fragmentation du modèle actuel de financement de l'action climatique, et encouragerait la conclusion d'accords traitant de l'équilibre des priorités, des objectifs et des besoins des prestataires et des bénéficiaires du financement, et ses implications pour le renforcement des capacités. Celui-ci favoriserait également la collaboration des prestataires pour d'autres recommandations dans le cadre de ce dialogue.
- 7. Favoriser l'apprentissage entre pairs pour l'accès**, en renforçant les communautés de pratique existantes, en particulier les réseaux Sud-Sud, et en étendant leur travail, notamment par le biais de la coordination entre ces réseaux. Ce travail pourrait s'appuyer sur des initiatives menées par le réseau PCCB.

Recommandations pour une mise en œuvre à moyen et à long terme

8. **Aborder la « fuite des cerveaux » dans les pays en développement**, en mettant davantage l'accent sur les niveaux institutionnel et systémique, en
 - i. Renforçant les institutions nationales des pays en développement qui sont en mesure de renforcer les capacités de manière durable, dont les universités, les centres de recherche, etc., ainsi que les centres régionaux ;
 - ii. Renforçant les capacités organisationnelles des institutions concernées pour créer, conserver et transférer le savoir acquis et créé ;
 - iii. Soutenant l'examen des processus et des manuels relatifs à l'approvisionnement, afin d'assurer le recrutement d'un plus grand nombre d'experts nationaux lorsque des services externes sont requis ;
 - iv. Mettant en place des mesures incitatives pour retenir le personnel ;
 - v. La lutte contre le phénomène de la « fuite des cerveaux » nécessite l'engagement des gouvernements des pays en développement, ainsi que celui des divers prestataires de renforcement des capacités, selon le type de soutien qu'ils offrent.
9. **Développer des approches axées sur le niveau local et les acteurs non gouvernementaux** pour augmenter les niveaux de financement de l'action climatique appliqués au niveau local. Les prestataires et les bénéficiaires du renforcement des capacités et du financement doivent collaborer pour élaborer ces approches, sur la base d'exemples existants, comme l'accès direct amélioré (EDA) et d'autres approches axées sur le transfert du pouvoir décisionnel relatif au financement au niveau le plus approprié.
10. **Renforcer les capacités des prestataires de financement de l'action climatique** pour combler les lacunes au niveau de leurs modèles de prestation de financement de l'action climatique, dont des éléments comme le soutien à la préparation, la simplification des processus, l'adaptation des instruments financiers aux besoins et aux réalités des pays en développement, etc. Des lignes directrices pourraient être élaborées, et ventilées par type de bailleurs, dont l'intégralité des sources bilatérales et multilatérales. Celles-ci pourraient s'appuyer sur le travail effectué dans le cadre de la première recommandation, ainsi que sur une évaluation des lacunes en matière de capacités des prestataires.



**UN CLIMATE
CHANGE
CONFERENCE
UK 2021**

IN PARTNERSHIP WITH ITALY

COP26 CATALYST FOR CLIMATE ACTION

Le Catalyseur de la COP26 souhaite remercier les membres suivants du Groupe d'action sur l'accès au financement, qui ont travaillé tout au long de l'année 2021 pour consulter les parties prenantes de partout dans le monde pour l'élaboration de ces recommandations :

Sara Ahmed, Forum sur la vulnérabilité climatique et V20

Mahbub Alam, Gouvernement du Bangladesh

Bertha Argueta, Germanwatch

Mahamat Abakar Assouyouiti, Fonds pour l'adaptation

Tshewang Dorji, Fonds pour l'environnement mondial (FEM)

Samba Fall, Alliance ouest-africaine sur les marchés du carbone et le financement de l'action climatique

Claire Holzer Fleming, Unité COP26, Cabinet du Gouvernement britannique

Mattias Frumerie, Gouvernement suédois

Emana Nsikan-George, Climate Focus

Lorena Gonzalez, Institut des ressources mondiales

Tove Gronberg, Gouvernement suédois

Nancy Lee, Wilton Park

Asad Maken, PNUD

Karl McAlinden, Unité COP26, Cabinet du Gouvernement britannique

Meera Murali, Unité COP26, Cabinet du Gouvernement britannique

Kim Obergfaell, Wilton Park

Mikko Ollikainen, Fonds pour l'adaptation

Michai Robertson, Gouvernement d'Antigua-et-Barbuda

Ousmane Fall Sarr, Alliance ouest-africaine sur les marchés du carbone et le financement de l'action climatique

Tessa Vaetoru, Gouvernement des Îles Cook

**Le Catalyseur de l'action
climatique de la COP26 est
soutenu par le Fonds international
du Royaume-Uni pour le climat.**



UK Government



Wilton Park